



Non à l'agression impérialiste pour faire main basse sur les richesses du Venezuela !

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'armée américaine, sur ordre de Donald Trump, a mené une opération militaire sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour enlever le président Maduro et sa femme. Du jamais vu depuis l'invasion militaire par les États-Unis de l'île de Grenade en 1983 et l'enlèvement de Noriega au Panama en 1989.

Main basse sur le pétrole

Officiellement, Trump a fait kidnapper Maduro pour le juger aux États-Unis pour « narco-terrorisme ». Une accusation ridicule, qui ne prend même pas la peine de cacher les véritables raisons de cette invasion militaire : mettre la main sur les immenses réserves pétrolières vénézuéliennes. Lors de sa conférence de presse, Trump a d'ailleurs carrément prétendu que les États-Unis dirigeraient désormais directement le pays et ses ressources, et a prononcé plus d'une vingtaine de fois le mot « pétrole ».

En réalité, aux yeux des capitalistes américains, le seul crime de Maduro, et de son prédécesseur Chávez, est d'avoir osé nationaliser les compagnies pétrolières vénézuéliennes, et imposé la participation majoritaire de l'État aux installations pétrolières américaines. En 2002, déjà, l'impérialisme américain avait tenté de renverser Chávez. En 2015, c'est Barack Obama qui avait imposé des sanctions économiques au pays, qui ont avant tout touché la population. Une politique qu'a poursuivie Biden, et que Trump a aujourd'hui décidé de poursuivre avec le renversement direct de Maduro par l'armée américaine.

Une menace contre tous les peuples de la planète

Maduro et son prédécesseur Chavez se prétendaient socialistes mais ne défendaient en rien les intérêts des travailleurs et travailleuses de leur pays. Au Venezuela, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les libertés syndicales sont suspendues. Maduro s'est maintenu au pouvoir par une répression brutale et a fait emprisonner des centaines d'opposants.

Mais les crimes du dirigeant vénézuélien n'autorisent nullement le grand banditisme impérialiste de Trump dans un déploiement spectaculaire de forces destiné à intimider tous les peuples de la planète ! Une semaine

avant cette opération éclair sur Caracas, les États-Unis avaient déjà mené des frappes sur le Nigeria, le plus gros pays producteur de pétrole d'Afrique. Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio menacent maintenant Cuba, la Colombie et le Groenland, de connaître le même sort que le Venezuela. Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants européens, Macron en tête, se sont réjouis de la chute de Maduro. Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de Maduro, qui était leur allié et au « respect du droit international », eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump : Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine, et Xi Jinping organise des opérations navales de grande ampleur menaçant Taïwan, dans le cadre de prétentions tout aussi impérialistes que les États-Unis.

Aux travailleurs et aux peuples de stopper cette folie guerrière !

En réalité, le génocide à Gaza a bien montré à quoi servait le prétendu « droit international » : légitimer la domination des pays impérialistes qui, lorsqu'ils le jugent nécessaire, n'hésitent pas à s'asseoir dessus pour massacrer les peuples et envahir des pays. Il n'y a rien à attendre, ni des dirigeants impérialistes, ni de leurs institutions.

Dès l'annonce des bombardements américains sur Caracas, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, en France, en Espagne, en Italie, mais aussi dans les grandes villes des États-Unis, pour dénoncer ce raid. Seuls les peuples et les travailleurs de la planète, en se mobilisant et s'organisant, peuvent stopper la folie guerrière des impérialistes. À bas l'agression contre le Venezuela ! À bas l'impérialisme !

Pour nos salaires

Depuis des années, les salaires à la SNCF ne suivent pas la hausse des prix. L'an passé, pendant les NAO, la direction avait même intégré l'évolution de carrière des collègues pour tenter de masquer que les grilles de salaires reculent une fois déduite l'inflation.

Le 13 janvier, SUD et la CGT appellent à se mobiliser pour nos salaires, soyons nombreux à nous mobiliser pour montrer à la boîte qu'on n'est pas dupes et qu'on ne se contentera pas de miettes face au milliard d'euros de bénéfice qu'elle engrange en un semestre.

Un rassemblement aura lieu à Saint-Denis, devant de siège de la SNCF, place aux étoiles, à partir de 9h30.

Non aux sanctions !

Plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées à Mouchottes le 19 décembre en soutien à 7 militants CGT suspendus de leur fonction et menacés de sanctions par la direction qui leur reproche des propos tenus sur une boucle WhatsApp privée. La direction nous flique et veut un droit de regard sur les messageries de nos téléphones, elle qui d'habitude invoque le RGPD pour nous empêcher de publier les classements des notations.

Ces menaces de sanctions ont pour objectif de faire baisser la tête à tou-te-s les travailleur-se-s qui contestent la politique de la direction. Si la direction a reculé en partie sur les sanctions, l'un des militants CGT reste menacé de licenciement. La solidarité et le rapport de force collectif sont les meilleures manières d'y répondre, ce rassemblement est un bon début, il faut poursuivre la mobilisation.

Grévilla à l'aiguillage

Une mobilisation est en préparation dans les EIC d'Ile de France. La CGT appelle à des débrayages de 59 minutes par jour à partir du 19 janvier pour une série de revendications catégorielles qui portent sur les salaires et les conditions de travail. Entre autres l'augmentation de la prime Circulation qui n'est que de 60 euros mensuels et une véritable prise en compte du temps de remise de service travaillé gratuitement. Des petits acquis déjà obtenus par la grève en 2022. La mobilisation est bien évidemment nécessaire, et il faudra trouver le moyen de s'adresser à d'autres services qui ont exactement les mêmes problèmes. En plus des débrayages, il faudra aussi trouver les moyens de se réunir en assemblée générale de grévistes, syndiqués et non syndiqués, pour décider tous les aspects du mouvement.

Fin prêt !

Les premières alertes neige de l'hiver tombent et rien ne se passe comme prévu. Une bonne partie des réchauffeurs d'aiguilles ne fonctionnent pas, par manque d'entretien ; le centre de supervision n'a pas suffisamment d'effectif pour réceptionner les alertes neige et lancer les avis aux équipes de l'Infra. C'est la politique de risque calculé face à un risque qui a peu de chance de se produire. Jusqu'au jour où...

Les vœux de Castex

Pendant ses six minutes de vidéos de vœux aux cheminots, on aurait dit que Castex cherchait à nous vendre des actions de la SNCF. Mais s'il a vanté la « performance » du groupe, « l'attractivité » de la SNCF et « l'engagement des équipes », il a malencontreusement oublié de parler de nos salaires !

Grand froid, petit plan

Un gymnase réquisitionné à Paris pour l'accueil des sans-abris au vu du froid polaire ? C'est déjà trop pour l'ancien Premier ministre Michel Barnier, redevenu député. À croire qu'il ignore que 750 personnes sont mortes dans la rue cette année en France ! Le gouvernement a supprimé dans le même temps des milliers de places en centre d'hébergement d'urgence alors qu'il y a 350 000 sans-abris.

Alors c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de nous mobiliser pour réquisitionner les logements vacants.

Jeunes immigrés en colère

Samedi dernier, le Collectif des mineurs isolés en lutte s'est rassemblé devant l'hôtel de ville de Paris pour dénoncer leur situation. Depuis deux ans, ces mineurs étrangers, qui sont sans parent sur le territoire français, sont laissés à la rue. Ce qu'ils réclament n'est que la protection promise par la loi française à tout mineur : logement, éducation et santé. En ces temps de plan « grand froid », ils ont d'autant plus raison de la revendiquer !

La colère se généralise en Iran

En Iran, les manifestations contre la vie chère (+250 % sur le pain !) ont rapidement pris un tournant politique, avec des appels à renverser la république islamique, malgré une répression ayant fait déjà plus de sept morts.

Les États-Unis et Israël prétendent se préparer à aider militairement les manifestants face à la dictature des mollahs. Mais ils craignent encore plus l'extension du soulèvement dans toutes les couches de la population. Celle-ci a tout lieu de se défier d'une « aide » qui pourrait venir noyer sa révolte sous les bombes...